

Numéro 28 - 28 juin 2017

Bâtir et approfondir la solidarité Canada-Cuba

Le Réseau canadien pour Cuba tient son 8e Congrès biennal



Piquetage à Montréal contre le blocus des États-Unis contre Cuba le 17 juin 2017

Bâtir et approfondir la solidarité Canada-Cuba

- **Le Réseau canadien pour Cuba tient son 8e Congrès biennal**

Les États-Unis imposent une amende draconienne pour une transaction faite au Canada

- **Non à l'application extraterritoriale du blocus étasunien ! Non à la violation de la souveraineté canadienne par les États-Unis ! - Isaac Saney, porte-parole national du Réseau canadien pour Cuba**
- **Déclaration de la Mission permanente de Cuba aux Nations Unies**

Nouvelles mesures hostiles de l'administration américaine

- **Déclaration du gouvernement révolutionnaire de Cuba**
- **Conférence de presse du ministre cubain des Relations extérieures**

Bâtir et approfondir la solidarité Canada-Cuba

Le Réseau canadien pour Cuba tient son 8e Congrès biennal

Les 3 et 4 juin 2017, des organisations de solidarité et d'amitié Canada-Cuba se sont réunies à l'Hôtel de ville de Toronto dans le cadre du 8e Congrès biennal du Réseau canadien pour Cuba.

Signalant d'abord que les délégués et invités se réunissaient sur un territoire autochtone traditionnel non cédé, le chef Stacey Laforme des Mississaugas de la première nation New Credit a ouvert le congrès avec un puissant message d'unité et de fraternité des peuples du monde.



Le Congrès, qui fut un franc succès, a rendu hommage au regretté Fidel Castro, leader historique de la Révolution cubaine. L'hommage a pris la forme d'un émouvant montage-vidéo suivi de la tenue d'une minute de silence par les délégués et invités.

Parmi les invités il y avait Deborah Ojeda (ministre conseillère, Ambassade de Cuba), Tania López Larroque (Consul général cubain de Toronto), Sandra Ramirez (directrice, bureau de l'Amérique du Nord de l'Institut cubain pour l'amitié avec les peuples) et d'autres diplomates et invités cubains. Des messages de salutations ont été reçus entre autres de la sénatrice canadienne Pierrette Ringuette, coprésidente du Groupe interparlementaire Canada Cuba, du National Network on Cuba des États-Unis et de Vancouver Communities in Solidarity with Cuba, qui n'ont pas pu être présents.



Luis Morlote Rivas, vice-président de l'Union des écrivains et artistes de Cuba et député à l'Assemblée nationale de Cuba, s'adresse aux participants à l'événement du 3 juin sous le thème: « Cuba: aller de l'avant en 2017 ».

Le Congrès a également eu l'insigne honneur et le privilège d'accueillir Luis Morlote Rivas, vice-président de l'Union nationale des écrivains et artistes cubains et député de l'Assemblée nationale cubaine, le parlement de Cuba. Lors d'une soirée publique le samedi 3 juin sous le thème « Cuba : aller de l'avant en 2017 », il a pris la parole devant une salle remplie au pavillon Friends House. Il a parlé de sa participation aux discussions en profondeur des parlementaires cubains cette année sur le développement social et économique de l'île. Il a souligné la détermination de Cuba à renouveler son projet d'édification nationale révolutionnaire tout en préservant son indépendance et sa

souveraineté. Il a également souligné que Cuba continuera d'avancer sur la voie de l'édification d'une société où règnent une égalité et une justice toujours plus grandes. Roberto Chile, le photographe de renommée internationale, a également parlé de son exposition sur Fidel Castro qui a reçu des acclamations de par le monde. L'exposition se trouve présentement à l'Ambassade de Cuba à Ottawa et entreprendra prochainement une tournée du Canada.



L'événement du 2 juin qui a précédé le congrès tenu sous le thème : « Fidel ! Cuba ! Afrique ! Les enfants de l'Afrique reviennent ! »

Le congrès comme tel a été précédé d'une conférence publique et de discussions avec panélistes. Le vendredi 2 juin, il y a eu une discussion sur le thème : « Fidel ! Cuba ! Afrique ! Les enfants d'Afrique reviennent ! » avec salle pleine à la librairie A Different Booklist où l'historien et spécialiste de Cuba Isaac Saney a exploré l'histoire et les dimensions impressionnantes de la solidarité qui lie la Révolution cubaine à l'Afrique.

La première discussion du Congrès, sous le thème « Mise à jour de l'économie cubaine », avec la participation de Deborah Ojeda et Isaac Saney, a porté sur l'ample participation démocratique du peuple cubain à la mise à jour et au renouvellement de son économie. À la deuxième session, « Défendre Cuba et la souveraineté et l'indépendance de l'Amérique latine », Sandra Ramirez et Filipe Stuart (Réseau de solidarité Amérique latine et Caraïbes) ont parlé de la victoire historique de la démocratie, de la souveraineté et de la paix qu'incarne la Révolution cubaine. À la troisième session, « Bâtir la solidarité avec Cuba au Canada », les panélistes Nino Pagliccia (Association d'Amitié Canada-Cuba-Vancouver), Don Foreman (Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes) et Yamil Martinez (ICAP) ont expliqué que malgré le rétablissement des relations

diplomatiques entre La Havane et Washington, la guerre économique des États-Unis contre Cuba se poursuit sans relâche. Ils ont parlé des perspectives pour l'expansion et le renforcement de la solidarité avec Cuba dans tous les secteurs de la société canadienne, surtout parmi les travailleurs.



Le panel (dans l'ordre habituel) : Isaac Saney, Deborah Ojeda, Sandra Ramirez, Filipe Stuart, Nino Pagriccia, Yamil Martinez et Don Foreman

Dans les sessions plénières et les discussions, les délégués ont réaffirmé l'engagement du Réseau canadien pour Cuba à continuer d'approfondir les liens d'amitié et de solidarité entre les peuples du Canada et de Cuba et résolu de faire tout ce qui peut être fait pour vaincre le blocus économique des États-Unis contre Cuba, mettre fin à la campagne actuelle de subversion de Washington et voir au retour à Cuba du territoire occupé illégalement par la base navale américaine à la baie de Guantanamo. Des délégués ont souligné à quel point il est important que le mouvement de solidarité Canada-Cuba voit à ce que les relations entre le Canada et Cuba demeurent basées sur les normes internationales de respect et d'égalité entre les nations.

À ces fins, des mesures ont été prises pour renforcer le travail du Réseau. Plusieurs résolutions et initiatives ont été adoptées fixant les priorités pour les deux prochaines années, notamment la mobilisation de l'opinion publique et politique canadienne contre la politique américaine et les actes d'agression des États-Unis contre Cuba, l'organisation et les activités de soutien à la commémoration du 50e anniversaire de la mort d'Ernesto « Che » Guevara et le renforcement du travail auprès des députés au parlement et aux assemblées législatives du Canada. Pour réaliser ce mandat, un nouvel exécutif de sept personnes a été élu : Iris Cogger, Julio Fonseca, Don Foreman, Elizabeth Hill, Michael Oneill, Isaac Saney et Saleh Waziruddin. Elizabeth Hill et Isaac Saney ont été réélus aux postes de coprésidents de l'exécutif. Puis l'exécutif a nommé à nouveau Isaac Saney au poste de porte-parole national, Elizabeth Hill au poste de trésorière et Saleh Waziruddin au poste de secrétaire.

À la clôture du Congrès, le Réseau canadien pour Cuba a exprimé sa conviction profonde que le peuple cubain saura relever tous les défis auxquels il est confronté. Le Réseau a réaffirmé que le

peuple cubain peut compter sur la solidarité et l'amitié constantes des Canadiens dans l'affirmation de son droit à l'indépendance et à l'autodétermination et exprimé sa grande admiration pour les étonnantes réalisations du peuple cubain devant l'agression sans relâche des États-Unis. Ce respect et cette admiration ont forgé des liens incassables d'amitié et de solidarité entre les peuples du Canada et de Cuba.



(Réseau canadien pour Cuba, 11 juin 2017)



**Les États-Unis imposent une amende draconienne pour
une transaction faite au Canada**

**Non à l'application extraterritoriale du blocus
étasunien ! Non à la violation de la souveraineté
canadienne par les États-Unis !**

- Isaac Saney, porte-parole national du Réseau canadien pour Cuba -



**Piquetage du 17 juin 2017 à Vancouver pour mettre fin au blocus des États-Unis contre Cuba.
Il y a un piquetage chaque mois.**

Le Réseau canadien pour Cuba (le CNC) dénonce la violation de la souveraineté de Cuba par l'Office of Foreign Assets Control (OFAC), rattachée au département du Trésor des États-Unis. L'OFAC a imposé une amende à American Honda Finance Corporation (AHFC) de 87 255 \$ pour avoir approuvé et financé, entre février 2011 et mars 2014, la location par les Services financiers Honda (Honda Canada Finance Inc) de 13 voitures à l'ambassade de Cuba au Canada.

Il s'agit là d'un acte ouvert d'hostilité envers Cuba posé par Washington en territoire canadien. L'application territoriale du blocus économique américain contre Cuba cible non seulement le Canada, puisque AHFC est une filiale de American Honda Motor Company qui est elle-même la propriété de Honda Motor Co. Ltd et basée au Japon et non aux États-Unis.

Parce que Services financiers Honda est une filiale contrôlée majoritairement par American Honda Motor Company, Washington demande qu'il se conforme aux lois américaines comme l'exigent la *Loi Torricelli* de 1992 et la *Loi Helms-Burton* de 1996.

En d'autres mots, la législation américaine supplante la législation canadienne en sol canadien !

Non seulement cela viole-t-il la souveraineté du Canada mais cela contrevient à la *Loi sur les mesures extraterritoriales étrangères* (LMEE).

En réponse à la *Loi Torricelli* et à la *Loi Helms-Burton*, le gouvernement du Canada a expressément modifié la LMEE afin de protéger le Canada contre le caractère toujours plus

extraterritorial du blocus économique des États-Unis contre Cuba. Ainsi, la LMEE interdit aux sociétés canadiennes de se conformer aux mesures extraterritoriales qui sont imposées par les sanctions économiques des États-Unis contre Cuba.

Cette violation de la souveraineté canadienne par le département du Trésor des États-Unis montre que Washington mène non seulement un blocus économique contre Cuba mais également un blocus diplomatique et politique.

Est-ce que cette ingérence extraterritoriale dans la souveraineté canadienne est un avertissement que les relations canado-cubaines sont maintenant une cible directe de l'administration Trump ?

Le CNC appelle le gouvernement du Canada à défendre la souveraineté du pays et à rejeter cet effort et tout autre effort du genre pour mettre en oeuvre au Canada le blocus économique étasunien illégal contre Cuba qui a été condamné à l'échelle internationale.

Le CNC demande instamment au gouvernement et aux parlementaires canadiens de ne pas permettre que la politique du Canada et ses relations avec Cuba soient compromises ou ciblées.

(Le 15 juin 2017)



Déclaration de la Mission permanente de Cuba aux Nations Unies

L'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du département du Trésor a imposé une nouvelle amende à American Honda Finance Corporation (AHFC), qui s'élève à 87 255 \$ pour violation des règlements du blocus étasunien contre Cuba.

L'OFAC a prétendu dans ce cas qu'une des filiales canadiennes de l'AHFC a approuvé et financé entre février 2011 et mars 2014 treize (13) contrats de location de voiture entre un concessionnaire Honda et l'ambassade de Cuba à Ottawa.

La sanction à l'AHFC, la première de son genre sous l'administration de Donald Trump, montre la persistance du blocus économique, commercial et financier et sa portée extraterritoriale, avec les conséquences négatives qui en découlent sur le développement économique et social de Cuba ainsi que sur les relations économiques étrangères.

Depuis les annonces du 17 décembre 2014, le gouvernement des États-Unis a imposé à 11 entités, soit sept entreprises étasuniennes et quatre entreprises étrangères, des pénalités d'une valeur de 2 842 429 064 \$. Cette nouvelle amende s'est ajoutée à la longue liste de sanctions extraterritoriales imposées par le gouvernement des États-Unis, dans le cadre des lois régissant le blocus économique, commercial et financier contre Cuba.



Cela entrave non seulement le travail des diplomates cubains dans un pays tiers, mais aussi des entreprises et des citoyens canadiens qui entretiennent des relations avec des entités cubaines.

(9 juin 2017)



Nouvelles mesures hostiles de l'administration américaine

Déclaration du gouvernement révolutionnaire de Cuba



Piquet mensuel à l'ambassade des États-Unis à Ottawa, le 17 juin 2017

Le 16 juin 2017, le président des États-Unis, Donald Trump, dans un discours chargé d'une rhétorique hostile, qui a remémoré les temps de la confrontation ouverte avec notre pays, prononcé dans un théâtre de Miami, a annoncé la politique de son gouvernement envers Cuba qui fait faire marche arrière aux progrès faits ces deux dernières années, après que le 17 décembre 2014 les présidents Raúl Castro et Barack Obama aient annoncé leur décision de rétablir les relations diplomatiques et d'entamer un processus de normalisation des liens bilatéraux.

Dans ce qui constitue un recul dans les relations entre les deux pays, Trump a prononcé un discours et signé au cours du même meeting une directive de politique appelée « Mémoire présidentielle de sécurité nationale sur le renforcement de la politique des États-Unis envers Cuba » prévoyant l'élimination des échanges en matière d'éducation « peuple à peuple » à titre individuel et un plus grand contrôle des voyageurs étasuniens à destination de Cuba, ainsi que l'interdiction des transactions économiques, commerciales et financières de compagnies étasuniennes avec des entreprises cubaines liées aux Forces armées révolutionnaires et aux services de renseignement et de sécurité, le tout avec le prétendu objectif de nous priver d'entrées de devises.

Le président étasunien a justifié cette politique avec de présumées préoccupations sur la situation des droits humains à Cuba et la nécessité d'appliquer rigoureusement les lois du blocus, posant comme condition pour sa levée, ainsi que pour toute autre amélioration des relations bilatérales, que notre pays fasse des changements inhérents à son ordre constitutionnel.

Trump a également abrogé la Directive présidentielle de politique « Normalisation des relations entre les États-Unis et Cuba », émise par le président Barack Obama le 14 octobre 2016, laquelle, quoique ne cachant ni le caractère interventionniste de la politique étasunienne ni l'objectif de faire

avancer ses intérêts concernant l'obtention de changements dans l'ordre économique, politique et social de notre pays, avait reconnu l'indépendance, la souveraineté et l'autodétermination de Cuba et le gouvernement cubain comme un interlocuteur légitime et égal, ainsi que les bénéfices qu'aurait pour les deux pays et peuples une relation de coexistence civilisée malgré les grandes différences qui existent entre les deux gouvernements. Elle reconnaissait aussi que le blocus était une politique obsolète et qu'il devait être éliminé.

Une fois de plus le gouvernement des États-Unis a recours à des méthodes coercitives du passé en prenant des mesures de renforcement du blocus, en vigueur depuis février 1962, qui, non seulement cause des dommages et des privations au peuple cubain et constitue un obstacle incontestable pour le développement de notre économie, mais qui porte atteinte aussi à la souveraineté et aux intérêts d'autres pays, soulevant la condamnation internationale.

Les mesures annoncées dressent des obstacles supplémentaires aux très restreintes opportunités qu'avait le secteur des entreprises étasunien de commercer et d'investir à Cuba.

De plus, elles limitent encore plus le droit des citoyens étasuniens de visiter notre pays, un droit qui était déjà limité par l'obligation d'avoir recours à des licences discriminatoires, à des moments où le Congrès des États-Unis, comme un reflet de l'opinion de vastes secteurs de cette société, réclame, non seulement que l'on mette fin à l'interdiction de voyager, mais aussi que les restrictions sur le commerce avec Cuba soient éliminées.

Les annonces du président Trump sont en contradiction avec l'appui majoritaire de l'opinion publique étasunienne, y compris avec celui de l'émigration cubaine dans ce pays, à la levée totale du blocus et aux relations normales entre Cuba et les États-Unis.

Paradoxalement, le président des États-Unis, une nouvelle fois mal conseillé, prend des décisions qui favorisent les intérêts politiques d'une minorité extrémiste d'origine cubaine de l'État de la Floride, qui pour des motivations mesquines ne renonce pas à sa prétention de punir Cuba et son peuple, car il exerce le droit légitime et souverain d'être libre et d'avoir pris en main son propre avenir.

Ultérieurement nous ferons une analyse plus approfondie de la portée et des implications de cette annonce.

Le gouvernement de Cuba dénonce les nouvelles mesures de renforcement du blocus, qui sont vouées à l'échec comme cela a été démontré de façon répétée dans le passé, et qu'elles n'atteindront pas leur objectif d'affaiblir la Révolution et de faire plier le peuple cubain, dont la résistance aux agressions de tout type et origine a été prouvée tout au long de presque six décennies.

Le gouvernement de Cuba rejette la manipulation à des fins politiques et le double standard concernant le thème des droits humains. Le peuple cubain jouit de droits et de libertés fondamentales et il montre des acquis dont il est fier et qui sont une chimère pour beaucoup de pays du monde y compris pour les États-Unis eux-mêmes, comme le droit à la santé, à l'éducation, à la sécurité sociale, à un salaire égal pour un travail égal, les droits des enfants et le droit à l'alimentation, à la paix et au développement.

Avec ses ressources modestes, Cuba a contribué aussi à l'amélioration de l'exercice des droits humains dans beaucoup d'endroits dans le monde, malgré les limitations que lui impose sa condition de pays en proie à un blocus.

Les États-Unis ne sont pas en mesure de nous donner des leçons. Nous avons de grandes préoccupations pour le respect et pour les garanties des droits humains dans ce pays, où il y a de

nombreux cas d'assassinats, de brutalité et d'abus policiers, où l'on viole le droit à la vie comme résultat des morts avec des armes à feu, où l'on exploite le travail des enfants et où il existe de graves expressions de discrimination raciale ; où l'on menace d'imposer plus de restrictions aux services de santé, qui laisseraient 23 millions de personnes sans assurance médicale ; où il existe l'inégalité salariale entre hommes et femmes ; où l'on laisse en marge des émigrants et des réfugiés, en particulier ceux provenant de pays islamiques ; où l'on prétend dresser des murs qui dénigrent des voisins et où l'on abandonne les engagements internationaux pour préserver l'environnement et faire face au changement climatique.

Il y a aussi d'autres motifs de préoccupation comme les violations des droits humains commises par les États-Unis dans d'autres pays, comme les détentions arbitraires de dizaines de prisonniers sur le territoire qu'occupe illégalement la Base Navale de Guantánamo à Cuba, où l'on a même eu recours à la torture ; aux exécutions extrajudiciaires et les morts de civils causées par des bombes et l'utilisation de drones ; et les guerres déclenchées contre plusieurs pays dont l'Irak, justifiées avec des mensonges sur la possession d'armes d'extermination massive, aux conséquences néfastes pour la paix, la sécurité et la stabilité de la région du Moyen Orient.

Rappelons que Cuba est État Partie de 44 instruments internationaux sur les droits humains, tandis que les États-Unis ne le sont que de 18, raison pour laquelle nous avons beaucoup à montrer, à dire et à défendre.

En confirmant la décision de rétablir les relations diplomatiques, Cuba et les États-Unis ont ratifié l'intention d'entretenir des liens respectueux et de coopération entre les deux peuples et gouvernements, basés sur les principes et sur les objectifs contenus dans la Charte des Nations Unies.

Dans sa déclaration, émise le 1er juillet 2015, le gouvernement révolutionnaire de Cuba a réaffirmé que « ces relations devront reposer sur le respect absolu de notre indépendance et de notre souveraineté ; du droit inaliénable de chaque État de choisir le système politique, économique, social et culturel, sans ingérence d'aucune sorte ; et l'égalité souveraine et la réciprocité, qui constituent des principes auxquels l'on ne saurait pas renoncer, du Droit International » tout comme l'a réaffirmé la Proclamation de l'Amérique latine et les Caraïbes comme Zone de paix, signée par les Chefs d'état et de gouvernement de la Communauté des États Latino-américains et Caribéens (CELAC), lors de son IIème Sommet, à La Havane. Cuba n'a pas renoncé à ces principes et elle n'y renoncera jamais.

Le Gouvernement de Cuba réitère sa volonté de poursuivre le dialogue respectueux et la coopération dans des thèmes d'intérêt mutuel, ainsi que la négociation des questions bilatérales en suspens avec le Gouvernement des États-Unis. Il a été démontré ces deux dernières années que les deux pays, comme l'a signalé de façon réitérée le président des conseils d'État et des ministres, le général d'armée Raúl Castro Ruz, peuvent coopérer et coexister de façon civilisée, en respectant les différences et en promouvant tout ce pouvant profiter aux deux nations et peuples, mais l'on ne doit pas attendre que pour ce faire Cuba fasse des concessions inhérentes à sa souveraineté et à son indépendance ou qu'elle accepte des conditions d'aucune sorte.

Toute stratégie ayant pour objectif de changer le système politique, économique et social à Cuba, que ce soit celle qui prétende y parvenir à travers des pressions et d'impositions ou en ayant recours à des méthodes plus subtiles, sera vouée à l'échec.

Les changements qui s'avéreront nécessaires à Cuba, comme ceux qui ont été faits après 1959 et ceux que nous sommes en train de faire maintenant dans le cadre du processus d'actualisation de notre modèle économique et social, continueront à être décidés de façon souveraine par le peuple cubain.

Comme nous le faisons depuis le triomphe du 1er janvier 1959, nous assumerons n'importe quel risque et nous resterons fermes et sûrs dans la construction d'une nation souveraine, indépendante, socialiste, démocratique, prospère et durable.

(Radio Havane Cuba, le 16 juin 2017)



Conférence de presse du ministre cubain des Relations extérieures

Cuba ne fera aucune concession inhérente à sa souveraineté et à son indépendance, ne négociera pas sur ses principes et n'acceptera jamais l'imposition de conditions

Le *Marxiste-Léniniste* publie ci-dessous une transcription de la conférence de presse qu'a donnée le ministre des Relations extérieures de Cuba Bruno Rodriguez Parrilla le 19 juin à Vienne en Autriche. Le ministre Rodriguez y présente la position du gouvernement et du peuple cubains sur les nouvelles mesures hostiles annoncées par l'administration américaine le 16 juin.

Modérateur : Bienvenue à cette conférence de presse qui a été convoquée par le ministre des Relations extérieures de la République de Cuba, Son Excellence M. Bruno Rodriguez Parrilla. Le ministre fera sans plus attendre une déclaration en espagnol et en anglais, et répondra ensuite à quelques questions.

Nous tenons à informer que cette conférence offre des services d'interprétation en anglais. Ceci dit, ministre, je vous cède la parole.



Bruno Rodriguez. - Merci beaucoup.

Je tiens tout d'abord à adresser mes condoléances au peuple et au gouvernement portugais pour la catastrophe qui a coûté des dizaines de vies humaines, ainsi qu'au gouvernement et au peuple du Royaume-Uni après les événements récemment survenus à Londres.

Je voudrais également exprimer nos profondes condoléances au peuple et au gouvernement de Colombie pour l'attentat terroriste qui a causé des pertes de vies humaines.

Le 16 juin dernier, le président des États-Unis, Donald Trump, a annoncé à Miami la politique que son gouvernement a décidé d'appliquer vis-à-vis de Cuba. Le gouvernement cubain a émis, pour sa part, une déclaration officielle. Les organisations de la société civile cubaine se sont également prononcées dans ce sens.

Le président des États-Unis a adopté, entre autres, les mesures suivantes : l'interdiction des relations économiques, commerciales et financières des entreprises étasuniennes avec des entreprises liées au ministère des Forces armées révolutionnaires et au ministère de l'Intérieur ;

l'interdiction des voyages individuels de citoyens étasuniens dans la catégorie des échanges dits « de peuple à peuple », et une surveillance accrue des autres voyageurs.

Il est également prévu une révision de tous les programmes subversifs contre l'ordre constitutionnel à Cuba, soi-disant pour s'assurer de leur efficacité.

Par ailleurs, l'abrogation de la Directive présidentielle émise par le président Barack Obama, en octobre 2016 qui, malgré son caractère d'ingérence très marqué et destinée à bouleverser l'ordre constitutionnel de la République de Cuba, reconnaissait cependant l'indépendance, la souveraineté et l'autodétermination de notre pays ; le gouvernement révolutionnaire cubain comme un interlocuteur légitime et placé sur un pied d'égalité, et proposait également une coexistence civilisée favorable aux deux peuples.

Cette Directive, désormais abrogée, considérait aussi le blocus comme une politique ayant échoué, qui n'avait pas fonctionné, n'avait pas atteint ses objectifs et qui devait être éliminée.

Toutes ces mesures ont été annoncées par le président Donald Trump au théâtre Manuel Artime, qui porte le nom du chef civil de la brigade mercenaire qui envahit notre pays à Playa Giron ou Baie des Cochons. Ce fut un spectacle grotesque, issu de la Guerre froide, en présence d'un auditoire restreint, composé de vieux sbires et de voleurs de la dictature de Batista, de mercenaires de la brigade de Playa Giron, de terroristes, de politicards et de profiteurs.

Le président Trump a en salué certains par leur nom, il s'est entouré d'autres de ces individus au moment de la signature du document, parmi lesquels un terroriste arrêté en 1995 en Californie en possession d'un arsenal d'armes destiné à perpétrer des actes violents, qui fut impliqué dans un attentat contre le président Fidel Castro Ruz en 1997 ; un autre participa à une infiltration armée à Cuba en 1974 ; un troisième fut l'auteur d'actions terroristes et d'attaques pirates en mer contre des pêcheurs cubains, entre 1972 et 1975.

La politique du président Trump marque un recul dans les relations bilatérales, comme le reconnaissent de nombreuses voix à l'intérieur et en dehors des États-Unis

Il y avait aussi l'épouse d'un sergent tortionnaire de la dictature de Batista, désigné comme l'un des individus ayant financé la série de bombes placées contre des objectifs touristiques à Cuba en 1997, précisément dans le New York Times, par le terroriste notoire Posada Carriles dans une interview. Posada Carriles fut l'auteur, comme chacun sait, de l'explosion en plein vol d'un avion civil de Cubana de Aviacion en 1976, le premier acte terroriste perpétré contre un aéronef en plein vol.

Plusieurs de ces personnages ont travaillé à un moment donné à la solde de la CIA des États-Unis.

Je proteste énergiquement auprès du gouvernement des États-Unis pour cet affront et je le somme de confirmer ou de démentir si ces terroristes dont j'ai fait mention se trouvaient ou non aux côtés du président Trump. C'est un affront au peuple cubain, au monde, aux victimes du terrorisme international sous toutes les latitudes.

Lorsqu'au cours de ce show le président des États-Unis a fait allusion au père de l'homme violon désaccordé qui a interprété les notes de l'hymne des États-Unis, il a omis de dire que le capitaine Bonifacio Haza, dont il a mentionné le nom à plusieurs reprises, fut reconnu comme l'assassin direct des jeunes Carlos Diaz et Orlando Carvajal vers la fin de la dictature de Batista, et participa personnellement à l'assassinat du célèbre combattant révolutionnaire Frank País, de son compagnon Raul Pujol, et à un autre moment du frère cadet de Frank País, âgé de 19 ans seulement. C'est une offense que notre peuple ne pourra pas oublier.

Le public était complété, en qualité de figurants, par certains agents étrangers qui, à Cuba, sont payés par des agences du gouvernement des États-Unis. Ce sont les nouveaux mercenaires.

Il était révoltant de voir ce public annexionniste et plattiste répondre à chaque phrase contre Cuba en scandant « USA, USA ! ».

Il ne fait aucun doute que la politique du président Trump marque un recul dans les relations bilatérales, comme le reconnaissent de nombreuses voix à l'intérieur et en dehors des États-Unis, qui dans leur majorité s'opposent fermement aux changements annoncés.

Je signale d'ores et déjà que ces mesures affecteront les relations des États-Unis avec l'Amérique latine et la Caraïbe et entameront gravement la crédibilité de leur politique extérieure.

Ces mesures impopulaires, franchement impopulaires, font fi du soutien majoritaire en faveur de la levée du blocus et de la normalisation des relations avec Cuba de la part de membres du Congrès étasunien, dont de nombreux républicains ; du secteur des entreprises, de diverses organisations de la société civile nord-américaine, de l'émigration cubaine, de la presse, des réseaux sociaux et, en général, de l'opinion publique.

Encore une fois mal conseillé, le président Trump, qui avait perdu le vote des Cubains dans les comtés à plus forte concentration de résidents cubains lors de l'élection présidentielle en Floride, qui a perdu le vote cubain en Floride, adopte des décisions qui ne profitent qu'aux intérêts mesquins d'une vieille minorité extrémiste d'origine cubaine et d'une poignée de politiciens.

Toute analyse mesurée laisse prévoir que, comme par le passé, les mesures annoncées n'atteindront pas les objectifs qu'elles recherchent. Au contraire, elles restreindront les libertés des citoyens étasuniens, elles coûteront plus d'argent aux contribuables, elles réduiront les opportunités de leurs entreprises et de leurs hommes d'affaires face à la concurrence, elles se traduiront par une perte de revenus et d'emplois.

Il est nécessaire d'attendre que le gouvernement des États-Unis rende publiques les réglementations pour l'application de ces dispositions avant de nous exprimer sur leur portée et leur profondeur.

Ces mesures ignorent aussi l'immense majorité du peuple cubain, qui souhaite entretenir une meilleure relation avec le peuple des États-Unis, et elles infligeront des dommages et des privations aux familles cubaines. Elles entraîneront des pertes économiques non seulement aux entreprises d'État cubaines, mais aussi aux coopératives, et affecteront particulièrement les travailleurs indépendants ou privés. Elles feront également du tort et augmenteront la discrimination contre l'émigration cubaine installée aux États-Unis.

Il est tout à fait infantile de penser que cette politique pourrait séparer le peuple du gouvernement ou les citoyens de nos glorieuses Forces armées révolutionnaires et de notre ministère de l'Intérieur, qui constituent le peuple en uniforme. Au contraire, ces mesures renforcent notre patriotisme, notre dignité, notre décision de défendre coûte que coûte l'indépendance nationale dans l'esprit de José Marti, Antonio Maceo et Fidel Castro Ruz.

Cuba rejette énergiquement les nouvelles mesures qui durcissent le blocus, ce que nous dénoncerons à la prochaine Assemblée générale des Nations Unies, parce qu'il est injuste, inhumain, génocidaire, extraterritorial et viole le Droit international et la souveraineté de tous les États.

Nous rejetons énergiquement la manipulation politique et les deux poids deux mesures du traitement des droits de l'Homme de la part du président Trump. Le gouvernement des États-Unis n'est investi d'aucune autorité morale pour donner des leçons sur les droits de l'Homme, ni sur la

démocratie. Cuba a beaucoup à montrer et à dire à ce sujet.

Les nouvelles mesures n'ont rien de démocratique. Selon des sondages récents aux États-Unis, 73 % des citoyens de ce pays sont favorables à la levée du blocus, 63 % des Cubains résidents et 62 % des républicains eux-mêmes — c'est curieux : 62 % des républicains. De même, 75 %, soit les trois quarts des Nord-américains sont pour la normalisation des relations bilatérales, 69 % des Cubains résidents et des républicains.

Parmi les Cubains vivant aux États-Unis, plus ils sont jeunes, plus ils sont favorables à la levée du blocus et à la normalisation.

Cependant, les nouvelles mesures renforcent l'interdiction pour les Nord-américains de voyager en touriste à Cuba et restreignent leurs libertés civiles. Elles constituent une atteinte à la liberté de voyager des Nord-américains.

En matière de droits de l'Homme, aux États-Unis les assassinats, la brutalité et les abus de la part des forces de police, notamment à l'encontre des Afro-descendants, sont nombreux et systématiques. Tout le monde connaît les restrictions au droit à la santé, l'inégalité salariale contre les femmes, le manque de couverture de l'enseignement, l'absence quasi-totale de syndicalisation, la répression contre les immigrants et les réfugiés, la marginalisation des minorités et la discrimination croissante de la culture et de la religion islamiques.

Les crimes de guerre et les assassinats de civils dans les agressions et les interventions militaires étasuniennes sont fréquents. Les détentions indéfinies sans procès et les cas massifs et systématiques de torture commis dans la base navale de Guantanamo sont des pratiques non moins brutales.

Je réaffirme la volonté de Cuba de poursuivre le dialogue respectueux et la coopération sur des sujets d'intérêt mutuel et de discuter des questions bilatérales en suspens avec les États-Unis, sur la base de l'égalité et du respect absolu de notre indépendance et de notre souveraineté.

Comme l'ont prouvé les progrès atteints ces deux dernières années, Cuba et les États-Unis peuvent coopérer et coexister de manière civilisée, tout en respectant les profondes différences entre nos gouvernements et en promouvant tout ce qui pourrait s'avérer bénéfique aux deux pays et aux deux peuples.

Nous poursuivrons nos efforts aux côtés des gens de bonne volonté aux États-Unis, qui constituent la grande majorité. Mais je préviens : Cuba ne fera pas de concessions inhérentes à sa souveraineté et à son indépendance, ne négociera pas ses principes ni n'acceptera l'imposition de conditions, comme elle ne l'a d'ailleurs jamais fait au long de l'histoire de la Révolution. Comme il est souligné dans la Constitution de la République de Cuba, jamais nous négocierons sous la pression ou la menace.

Nous agissons en invoquant la Proclamation de l'Amérique latine et la Caraïbe comme Zone de Paix, signée par les chefs d'État et de gouvernement de la région en janvier 2014 à La Havane, qui reconnaît le droit inaliénable des États à décider de leur système politique, économique, social et culturel ; rejette l'intervention et l'ingérence étrangère dans les affaires intérieures et s'oppose et condamne la menace et le recours à la force.

Ce n'est pas une directive présidentielle des États-Unis qui pourra dévier le cap souverain de Cuba, comme ils n'ont pas pu le faire durant plus de 50 d'agressions, de terrorisme d'État, de blocus, de guerre médiatique et de subversion. Nous avons tout vécu, notre peuple a tout vécu et il a couru tous les risques. Quelles autres menaces peuvent-ils brandir contre nous qu'ils n'aient pas déjà

utilisé en vain ?

Il faut dire qu'à Cuba personne n'était en haleine dans l'attente de l'annonce impériale. Notre peuple travaillait en toute normalité, la politique extérieure fonctionnait, nous avons témoigné du respect à l'Europe dans cette visite. De fait, le peuple cubain, étroitement uni à son Parti communiste, débattait et amendait ces jours-ci les projets de Conceptualisation du modèle économique et social cubain de développement socialiste, et le Plan de développement à l'horizon 2030, et un appel à de prochaines élections générales du Pouvoir populaire a été lancé.

Ce sera au peuple cubain, et seulement au peuple cubain, comme il l'a toujours fait, de décider des changements qui seront nécessaires à Cuba. Nous ne demanderons ni l'avis ni la permission de personne.

Modérateur. - À présent, le ministre est prêt à répondre à quelques questions. S'il vous plaît, merci de bien vouloir vous identifier et d'utiliser les micros installés des deux côtés de la salle. La séance est ouverte.

George Jahn (AP) . - J'ai une question en rapport avec l'interdiction pour les États-Uniens de s'impliquer dans des relations avec l'armée. Cuba est-elle décidée à ajouter de nouveaux impôts aux personnes souhaitant faire des affaires dans l'Île ? Acceptera-t-elle de livrer Assata Shakur, comme ils l'exigent ?

Bruno Rodriguez. - Les mesures annoncées, comme je l'ai signalé, affecteront notamment les citoyens étasuniens et les entreprises étasuniennes. Le gouvernement cubain étudiera les mesures à adopter au moment opportun. Il faudra attendre que le gouvernement des États-Unis émette les réglementations afférentes pour évaluer la portée de ces mesures.

Contrairement aux objectifs invoqués, ces mesures constituent non seulement un recul dans la relation bilatérale, mais elles porteront préjudice à des secteurs avec lesquels les hommes d'affaires étasuniens préfèrent travailler dans notre pays.

Concernant la question des dénommés « fugitifs étasuniens à Cuba », je peux réaffirmer que, conformément à la Loi nationale et au Droit international et à la tradition latino-américaine, Cuba a accordé l'asile politique ou le statut de réfugié à des militants des droits civiques des États-Unis. Il est bien entendu que ces personnes ne seront pas déportées vers les États-Unis, qui n'ont aucune base légale, ni politique, ni morale pour les réclamer.

En deuxième lieu, des citoyens étasuniens reconnus coupables de délits à Cuba, comme les détournements d'avions, ont été sanctionnés par des tribunaux cubains à de longues peines d'incarcération dans l'Île. En vertu d'une décision unilatérale et dans un geste de bonne volonté, le gouvernement cubain a accepté de rapatrier vers les États-Unis 12 citoyens nord-américains recherchés par la justice de ce pays.

Vincent Montagud (TeleSur) . - J'aimerais signaler, ministre que beaucoup de temps s'est écoulé, qu'il s'agit de deux moments historiques différents... Mais, pourquoi pensez-vous que le président Trump revient à présent à cette rhétorique digne de l'époque de la Guerre froide ? En deuxième lieu, si vous me le permettez, même si cela semble paradoxal, le président Trump en personne a dit qu'il pourrait envisager des améliorations dans les relations au cas où il y aurait des progrès concrets — c'est ce qu'il a dit textuellement — dans certains domaines de politique intérieure. Ma question : le gouvernement cubain serait-il prêt à négocier un nouveau traité avec l'administration Trump ?

Merci beaucoup.

Bruno Rodriguez. - Il faudrait interroger le président Trump sur les raisons réelles qui l'ont poussé à ces derniers actes. J'ignore si le président des États-Unis a été mal conseillé et si quelqu'un lui a « vendu » l'idée qu'il avait gagné le vote de la Floride grâce au vote cubain. Si c'est ce qu'ils lui ont dit, ils lui ont menti. Les données des résultats des élections dans les cinq comtés à plus forte densité d'électeurs cubains en Floride sont là pour le confirmer : dans tous, le président Trump a perdu le vote majoritaire, autrement dit, il a perdu les élections dans les comtés d'origine cubaine. Il y a les données des sondages et celles des résultats électoraux. On peut affirmer catégoriquement que le président Trump n'a pas gagné le vote cubain, et qu'il n'a pas gagné la Floride à cause du vote cubain, mais grâce au soutien d'autres secteurs électoraux.

Cuba rejette énergiquement les nouvelles mesures qui durcissent le blocus, ce que nous dénoncerons lors de la prochaine Assemblée générale des Nations Unies

Comme je l'ai déjà dit, Cuba est prête au dialogue, à la coopération et à la négociation sur les questions en suspens de caractère bilatéral, tout comme elle refusera de négocier toute question inhérente à la souveraineté, l'indépendance et l'autodétermination du peuple cubain.

De la même façon que le gouvernement cubain ne réclamera pas au gouvernement des États-Unis, comme condition pour négocier, qu'il change des éléments très impopulaires et que nous n'apprécions pas du tout de sa politique intérieure, ni qu'il mette fin aux guerres internationales dans lesquelles il est engagé, ni qu'il ait un meilleur modèle de garanties pour l'exercice des droits humains dans son propre pays ou qu'il cesse de violer les droits de l'Homme sous différentes latitudes.

Nous espérons que le gouvernement étasunien ne commettra pas l'erreur de prétendre que Cuba opère des changements internes pour favoriser des accords ou des négociations.

Le président Trump n'a cessé de déclarer durant toute sa campagne électorale qu'il soutenait le changement de politique vis-à-vis de Cuba, mais qu'il chercherait un « meilleur arrangement », un meilleur accord avec notre pays. Un meilleur accord signifierait lever le blocus, restituer le territoire de la Base navale de Guantanamo, accepter le concept de compensations mutuelles, qui bénéficierait grandement aux propriétaires étasuniens certifiés, concernés par les nationalisations dans les années 60.

Par ailleurs, il est faux d'affirmer que le président Barack Obama a fait des concessions à Cuba. Il a maintenu l'essentiel du blocus contre Cuba, tout en tentant de faire avancer les intérêts étasuniens, y compris de renverser l'ordre constitutionnel dans notre pays.

Le président Trump devrait reconnaître ou devrait savoir qu'un changement favorable, que la poursuite du processus de normalisation, la levée du blocus favorisent les intérêts nationaux des États-Unis, les intérêts des électeurs nord-américains, les intérêts de ceux qui paient des impôts aux États-Unis, qui soutiennent le gouvernement, et pour autant, il ne ferait aucune faveur à Cuba mais qu'il servirait les intérêts nord-américains et le Droit international.

De telle façon que oui, en effet, nous sommes prêts à négocier avec le gouvernement des États-Unis, à tenter de résoudre des questions bilatérales qui affectent les deux pays, mais sur une base d'égalité souveraine absolue et de respect total de notre souveraineté et de notre indépendance.

Luisa Maria Gonzalez Garcia (Prensa Latina) . -- Bonjour ministre, si je peux me permettre, j'ai deux questions.

La première : comme vous l'avez signalé dans votre discours, de nombreux sondages révèlent la volonté croissante au sein de la société nord-américaine d'aller de l'avant dans le rapprochement

avec Cuba. Croyez-vous que, au vu de ce contexte particulier, les mesures annoncées par Trump soient viables dans l'avenir ?

La seconde concerne la position cubaine. Cuba a rappelé, -- vous venez de le réaffirmer --, sa volonté de dialogue toujours sur la base du respect mutuel et de l'égalité des conditions. Pourquoi maintenir cette posture lorsqu'on n'a plus d'interlocuteur prêt à dialoguer dans ces termes ?

Je vous remercie.

Bruno Rodriguez . -- Les mesures que le président Trump vient d'annoncer, dont on connaîtra la portée avec les réglementations à venir, sont absolument insoutenables. En premier lieu parce qu'il y a une tendance historique qui détermine l'époque dans laquelle nous vivons. Le blocus est un élément de la Guerre froide ; il est criminel ; c'est un génocide, selon la Convention de Genève contre le génocide. En second lieu, il est absolument injuste et arbitraire. C'est une énorme violation systématique, flagrante des droits humains de tous les Cubains. Il porte préjudice aux familles cubaines, il provoque des dommages humains et des privations.

Par ailleurs, le blocus porte préjudice aux intérêts des citoyens nord-américains, de leurs sociétés, de leurs chefs d'entreprise et constitue une violation des libertés civiles et des droits politiques des citoyens nord-américains, auxquels il est interdit de voyager à Cuba et, exclusivement, à Cuba.

En conséquence, il existe une tendance historique : cela sera-t-il durant le gouvernement du président Trump ou durant le suivant ? Mais il ne fait pas de doute que l'Histoire, l'époque, obligeront un gouvernement des États-Unis à lever le blocus et à normaliser les relations avec Cuba. Quant à nous, nous ferons preuve de toute la patience, la résistance et la détermination possibles pour attendre que ce moment arrive et, surtout, pour travailler activement pour que cela se produise, en compagnie de la vaste majorité du peuple étasunien, de l'émigration cubaine et de la communauté internationale, sur décision souveraine et un sentiment très largement majoritaire, avec le consensus de notre peuple.

Les mesures que le président Trump vient d'annoncer, dont on connaîtra la portée avec les réglementations à venir, sont absolument insoutenables.

Nous ignorons si ce gouvernement sera un interlocuteur valide ou non. Ce sera une décision que devra prendre le gouvernement des États-Unis. Ce sera dans son intérêt ou à son encontre, selon ce qu'il décidera, mais Cuba est prête au dialogue, à la coopération et à la négociation sur des bases d'égalité absolue et de respect.

Brinley Bruton (NBC). -- Je vous remercie ministre, me feriez-vous la faveur de répondre en anglais, si cela ne vous dérange pas, s'il- vous-plaît ? Je vais vous poser la question en anglais, également. Je vous remercie.

La semaine dernière, la NBC a donné des informations, en exclusivité, sur la vaste coopération entre Cuba et les États-Unis qui a permis au Département de la Sécurité intérieure des États-Unis de lutter contre des personnes qui faisaient un usage frauduleux de cartes bancaires. Cela pourrait-il avoir pour résultat de modifier les décisions prises par le président Trump ?

Bruno Rodriguez. - Je n'ai pas connaissance que les décisions du gouvernement des États-Unis incluent la révocation des dizaines d'accords signés au cours de ces dernières années entre les deux gouvernements. Je n'ai pas connaissance non plus d'aucune mesure visant à interdire la coopération bilatérale, notamment dans le secteur de la sécurité nationale et l'application de la loi. Mal lui en prendrait. Cela nuirait gravement aux propres intérêts des États-Unis et de ses citoyens, si le gouvernement nord-américain interdisait ou se désengageait de la coopération avec Cuba, qui est

un pays voisin qui contribue à la stabilité régionale, à la solution de problèmes régionaux et continentaux, qui a été victime et qui lutte activement contre le terrorisme international ; contre le trafic de drogues ; contre la traite de personnes ; contre les délits commis dans l'espace cybernétique ; contre l'utilisation de supports numériques depuis un pays pour lancer des attaques, de manière voilée, contre un tiers ; contre les délits de fraude, de blanchiment de capitaux, dans lesquels, nécessairement, il existe une convergence d'intérêts des pays du continent.

Aussi, puis-je réaffirmer que Cuba appliquera, respectera les accords qui ont été signés et renouvelle sa disposition à négocier et à signer des accords de coopération dans d'autres secteurs, car notre logique, c'est de respecter, de manière civilisée, les grandes divergences qui existent entre nos deux gouvernements, tout en allant de l'avant dans tout ce qu'il sera possible dans l'intérêt des deux peuples, dans l'intérêt national et du peuple cubain.

Modérateur. -- Ministre, nous avons reçu une question depuis La Havane. Il s'agit du journal Juventud Rebelde, qui nous l'envoie par courrier électronique. Permettez-moi de vous la lire :

« Ministre, le président des États-Unis veut se présenter comme un défenseur du peuple cubain et prétend que les mesures qu'il vient d'adopter, dans le cadre de sa politique contre Cuba, n'affecteront pas la population cubaine, mais seulement les entreprises d'État liées aux Forces armées révolutionnaires et au ministère de l'Intérieur. Or, s'interroge Juventud Rebelde, Le renforcement du blocus ne nuira-t-il pas à la vie économique et sociale du pays, et, par exemple, une plus grande restriction des voyages à Cuba depuis les États-Unis n'affectera-t-elle pas toutes les modalités de gestion économique à Cuba, y compris le secteur privé.

Bruno Rodriguez. - Bien, il a un grand sens de l'humour. Il est évident que les mesures que le gouvernement des États-Unis applique porteront préjudice au peuple cubain et porteront préjudice spécialement aux secteurs avec lesquels le gouvernement des États-Unis déclare avoir les plus d'intérêt à nouer des relations.

À Cuba, il sera impossible de porter préjudice au secteur d'État de l'économie sans nuire gravement au secteur des coopératives, des travailleurs à leur compte ou aux petites affaires privées, notamment dans les domaines que touchent certaines de ces mesures, comme l'interdiction des voyages individuels à travers la licence « de peuple à peuple » accordée aux Étatsuniens.

On pourrait imaginer que le gouvernement des États-Unis s'occuperait davantage des intérêts de ses citoyens que des Cubains, comme cela s'est toujours produit par le passé, mais ces mesures, il ne fait aucun doute, portent préjudice aux intérêts des Étatsuniens.

C'est un curieux paradoxe, car le président des États-Unis a déclaré que sa priorité, c'était les citoyens étasuniens, c'était la création d'emplois ; c'était favoriser, face à la concurrence, les opportunités pour les sociétés et les entreprises étasuniennes.

Avec ces mesures, il fait exactement le contraire. Quelles peuvent bien être ses motivations ? Peut-être pense-t-il au vote d'un secteur cubain aux États-Unis, à une minorité vieillie et illégitime ? Souhaite-t-il obtenir quelques voix qui lui sont indispensables au Sénat ? Ce serait une bonne question à poser au président des États-Unis.

Mais il ne fait pas de doute que ces mesures vont à contre-courant de la propre plateforme proposée par le président des États-Unis à ses électeurs et, apparemment, l'une des raisons pour lesquelles il a gagné le vote du collège des représentants, car il faut rappeler que le président Trump n'a pas gagné le vote des électeurs, il a gagné la présidence avec moins de voix que son adversaire. Telle est la démocratie aux États-Unis.

Boris Kuznetsov (Rusia Today). -- Bonjour, M. le Ministre.

Voici ma question : en faisant marche arrière dans la normalisation des relations avec Cuba, Donald Trump est de fait en train de ressusciter cette vieille rhétorique de la Guerre froide. Dans ce sens, d'autres pays devraient réagir d'une certaine façon pour contrecarrer cette politique agressive de Donald Trump.

Ainsi, par exemple, en Russie, on a effectivement déclaré que tout cela conduit à une nouvelle Guerre froide, cette politique contreproductive vis-à-vis de Cuba.

Bruno Rodriguez. -- Le président Trump s'est présenté comme un rénovateur, il a gagné les élections aux États-Unis en proposant un changement aux Nord-américains. Ce qu'il a fait avec Cuba, ce n'est pas de l'innovation, il n'y a rien de créatif. Ce qu'il a fait, c'est revenir à la politique de dix gouvernements des États-Unis, ce qui, en outre, est une politique qui a échoué dans le temps à rapprocher les États-Unis des objectifs qu'ils s'étaient proposés.

Un sénateur républicain connu a déclaré : Bien, 50 ans d'une politique qui ne donne pas de résultats est une raison suffisante pour la changer. Et c'est ce qu'a fait le président Obama.

Tout le monde connaît le proverbe ; « la folie consiste à faire la même chose encore et encore et à attendre des résultats différents », disait Einstein.

Par conséquent, il ne fait pas de doute de ces politiques exhument des icebergs de la Guerre froide. Il faudrait se demander si cela ne concerne que la politique vis-à-vis de Cuba. Je constate des événements alarmants dans la situation internationale, des menaces croissantes à la paix et à la sécurité internationales, davantage d'instabilité, la prolifération des conflits, l'augmentation des arsenaux nucléaires et des dépenses d'armements.

Je constate aussi une profonde ignorance sur la façon dont il faudrait lutter contre les causes de ces problèmes, y compris le problème du terrorisme international, dont la seule solution ne peut être vue qu'à travers la coopération internationale et pas la guerre. De la même façon que les politiques liées à la restriction égoïste et brutale du commerce ou la dénonciation de l'Accord de Paris sur le changement climatique, — une menace pour l'existence de l'espèce humaine --, indiquent qu'en effet la planète se rapproche d'une situation très troublée.

Sa Sainteté le Pape François a dit avec raison que le monde est déjà au coeur d'une 3e Guerre mondiale, par étapes. Il y a des raisons sans aucun doute de se préoccuper et surtout, d'agir, de renforcer la coopération internationale, pour mobiliser la conscience mondiale en faveur de la survie de l'espèce humaine et du changement de cet ordre international qui est incompatible avec celle-ci. Un ordre totalement irrationnel, insoutenable et qui menace gravement la paix mondiale.

Je vous remercie

Modérateur. -- Je vous remercie d'avoir assisté à cette conférence de presse.

(*Granma International*)



Lisez Le Marxiste-Léniniste
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca